

## **Déclaration des élus SNCS/FSU et SNTRS/CGT au conseil d'administration de l'INRIA, le 09/12/08**

Lors du CA de l'INRIA, le 15 avril 2008, nous déclarions :

"Malgré des budgets notoirement insuffisants, le service public français d'enseignement supérieur et de recherche a un rayonnement incontestable.

Le pouvoir politique dénigre ces atouts et tourne le dos à ses missions de service public de recherche et d'enseignement supérieur. Avançant seulement sur le mode de la concurrence, de l'individualisation, d'une conception managériale, d'une recherche exclusivement centrée sur l'innovation, les choix gouvernementaux freinent la recherche fondamentale et aboutissent à des échecs économiques et politiques. Ils visent, comme l'a exprimé à Orsay Nicolas Sarkozy, à remettre en cause pour nos missions le statut de fonctionnaire, à réduire le nombre de titulaires, et à privilégier le recours à des emplois précaires. Au contraire, les activités de l'enseignement supérieur et de la recherche exigent de réelles coopérations scientifiques, des libres confrontations d'idées se développant dans le temps entre individus dotés de métiers stables."

Depuis le 15 avril, la situation s'est aggravée:

- diminution du budget de la recherche et l'enseignement supérieur, une fois enlevés les pensions, les crédits d'impôt et l'inflation.

- suppression de 900 postes, manœuvre de mise en place des chaires EPST-université pour en supprimer 130 de plus.

- réforme du statut des enseignants-chercheurs, avec modulation de service décidée par les présidents d'université.

- à mettre en relation avec les premières annonces dans les universités en début de semaine de budgets catastrophiques et suppression de postes d'enseignants-chercheurs.

- alors que les universités sont sensées être au cœur du dispositif de recherche à terme.

Les derniers CA du CNRS et de l'Inserm se sont tenus dans des conditions rocambolesques de convocation des élus, et derrière des cars de gendarmes et de CRS. Les projets d'instituts en sciences de la vie et en informatique annoncés dans les rapports des groupes ministériels (non rendus publics) vont bouleverser profondément les structures de la recherche publique et aboutir à la liquidation des EPST, avec, à terme, des unités de recherche et des personnels gérés dans quelques campus universitaires. Les structures collégiales de concertation risquent de disparaître. Les corps de chargés de recherche titulaires sont ouvertement menacés. Les carrières des ITA vont être refondées sur le mérite.

"Nous n'avons pas besoin de plus de chercheurs", déclarait Mme Pécresse le 27 octobre. Qui va donc faire cette recherche que Mme la ministre présente pourtant comme la priorité du gouvernement? Des robots? L'emploi est au cœur du problème. Sans jeunes scientifiques statutaires, un laboratoire est aveugle sur son avenir. De même les fusions et restructurations nous font craindre "[davantage de mutualisation des] fonctions de gestion dans les laboratoires et les services", selon les propres mots de la présidente du CNRS, c'est-à-dire en termes clairs, un plan social, rendu possible par la RGPP, révision générale des politiques publiques.

L'INRIA ne pourra rester longtemps à l'abri de ce massacre. Nous demandons solennellement à notre direction de prendre position et de nous aider à arrêter les bulldozers.